

Marches et critiques à Evo Morales dans une grève qui a paralysé la Bolivie

04-10-2011

«Evo disait que tout allait changer, mensonge, mensonge, c'est la même cochonnerie». Cette appréciation est celle qui représentait le mieux le sentiment populaire de la multitude qui a manifesté hier à La Paz. Indignation, colère et, en particulier, désillusion. La manifestation, avec des répliques dans les principales villes du pays, a été convoquée dans le cadre de la grève nationale décrétée par la Central Ouvrière Bolivienne (COB), ex alliée du président Evo Morales, pour répudier la répression des indigènes de l'Amazonie, qui refusent la construction d'une route dans une réserve nationale. La grève a aussi été accompagnée de manifestations dans les principales villes, comme Cochabamba et Santa Cruz de la Sierra. Le département de Beni, le plus affecté par le conflit, est paralysé depuis plusieurs jours.

Un secteur important de la manifestation demandait la démission du propre président, demande non partagée par la COB et autres syndicats. Par contre ils exigent que soit freiné le méga projet de la construction de la polémique route qui traverse des terres vierges dans la réserve du Parc National Isiboro Secure (TIPNIS), «prison pour les répresseurs» et un changement d'attitude du gouvernement.

Celle-ci est la pire crise politique qu'affronte Evo Morales depuis janvier dernier, quand il a dû revenir sur une augmentation du prix des combustibles. A la différence des occasions antérieures, hier sont descendus dans la rue des secteurs qui auparavant soutenaient le gouvernement et qui maintenant se sentent déçus. «Il y a des déceptions parce qu'il avait un bon projet. Il cherchait à éliminer les différences mais il finit par les augmenter. De plus l'économie n'est pas bien et maintenant il veut imposer une position autoritaire avec les indigènes», dit Leonardo Baldivia, licencié en Administration d'Entreprises qui s'est joint spontanément à la manifestation. A ses côtés, une jeune étudiante accusait à Morales «d'aller contre ce qu'il préconisait» et «d'attaquer violemment à ses propres gens».

La marche a commencé tôt à El Alto — un énorme conglomérat à mille mètres au-dessus de La Paz, qui avec les années a augmenté de manière incontrôlée et qui maintenant représente un million de personnes — et est lentement descendue vers la ville. Comme la police a empêché que les manifestants pénètrent sur la Place Murillo (sur laquelle se trouve le siège présidentiel), ceux-ci ont défilé dans les étroites rues de la capitale bolivienne au rythme des pétards et des consignes anti-gouvernementales. Personne n'a voulu donner de chiffres officiels mais la colonne est arrivée à occuper près de 10 pâtés de maisons.

Il est à noter que ce qui prédominait dans la manifestation était exclusivement les drapeaux boliviens sur les signes partisans. Il y avait des mineurs, des paysans, des professeurs, des étudiants, des travailleurs du transport et une énorme quantité de gens venus de manière spontanée. «Que renonce Evo, carajo», demandait un grand secteur de la manifestation. Un autre, plus DIVERTIDO, répétait : «Evo, tricheur, con et menteur». Les différents groupes se cotoyaient les uns les autres, presque sans distinction. Mais tous maintenaient leurs distances avec celui des mineurs, qui tiraient sur leur passage les fameux «cachorros» ou petites cartouches de dynamite. Pour attendre la marche qui descendait de El Alto, les gens étaient rassemblés depuis 10 h devant l'église de San Francisco, où a lieu une veillée pour les indigènes du Beni.

Quelques-uns soutenaient qu'il fallait construire une route pour sortir la production mais d'autres signalaient que la route allait seulement favoriser les cococaleros (producteurs de feuilles de coca) installés dans la zone par décret. Un petit groupe a tenté de soutenir le président mais a mal terminé, ils ont été physiquement expulsés sous des insultes.

(…)Daniel Vittar, Clarin, 29 septembre 2011.

Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>